



FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL  
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE

# Accès <sup>ET</sup> partage des avantages

(APA) L'AIDE DU FEM





# Accès et partage des avantages (APA)

## L'AIDE DU FEM

Le FEM œuvre pour la réalisation de l'un des trois objectifs fondamentaux de la Convention sur la diversité biologique (CDB) afin de permettre aux Parties de déterminer l'Accès aux ressources génétiques et d'assurer le Partage juste et équitable des Avantages découlant de leur exploitation (APA en bref). Les ressources génétiques sont présentes dans tous les organismes (végétaux, animaux ou microorganismes) et peuvent être affectées à diverses utilisations, comme la recherche fondamentale et la transformation de produits commercialisés. Les pouvoirs publics doivent mettre en place un système approprié pour assurer que les ressources génétiques relevant de leur juridiction sont utilisées correctement, et les avantages découlant de cette utilisation partagés équitablement. Instituts de recherche, universités et entreprises privées relevant de secteurs comme la pharmacie, les cosmétiques, l'agriculture, l'horticulture et la biotechnologie comptent parmi les utilisateurs de ces ressources.

Déjà reconnue au plan international dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique (CDB), l'importance de la préservation et de l'utilisation des ressources génétiques a été réaffirmée par la création du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'APA à la cinquième réunion de la Conférence des parties à ladite convention tenue en mai 2000 à Nairobi. Ce Groupe de travail avait pour mission de mener le

processus en vue de l'établissement d'un régime international sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages résultant de leur utilisation. Il a présenté ses activités aux réunions subséquentes de la Conférence des parties à La Haye (2002), à Kuala Lumpur (2004), à Curitiba (2006) et à Bonn (2008). La Conférence des parties a adopté les Lignes directrices de Bonn sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages résultant de leur exploitation à sa sixième réunion tenue à La Haye. Ce document est remarquable en ce qu'il contient d'importantes informations permettant de lancer la mise en application des dispositions de la Convention portant sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages qui en découlent. L'adoption du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages résultant de leur utilisation (le Protocole de Nagoya) par la Conférence des parties à sa dixième réunion tenue à Nagoya en 2010 a marqué la fin des activités du Groupe de travail.

Le FEM suit les activités du Groupe de travail et finance l'élaboration et la mise en œuvre de projets consacrés au régime APA depuis le lancement de ce processus. La présente publication récapitule l'aide fournie par le FEM à ce titre et les projets réalisés à l'appui de la mise en œuvre du Protocole de Nagoya.



## FEM-3

À la demande de la Conférence des parties, le FEM a adopté pendant FEM-3 une priorité stratégique (SP3) dans le cadre de sa stratégie pour la biodiversité (2003-2006) afin d'aider les parties à mettre en œuvre les lignes directrices de Bonn en finançant des activités relatives au régime APA. Il a ainsi financé des activités habilitantes et des projets de biodiversité intégrant des composantes ayant trait aux accords de partage des avantages. Ces activités habilitantes ont permis à 22 pays d'estimer leurs capacités en matière d'APA<sup>1</sup>. Beaucoup de projets ayant des composantes APA financés pendant cette période incluaient des activités de protection de la biodiversité agricole (cultures horticoles et plantes à fruits sauvages) et des parents sauvages des espèces cultivées dans leur milieu naturel et dans des exploitations agricoles. Bon nombre d'entre eux appliquaient des outils de gestion de l'information et d'aide à la décision pour la préservation et l'utilisation durable de la diversité génétique qui assure des moyens de subsistance durable, la sécurité alimentaire et des services écosystémiques (moyens de lutte antiparasitaires et contre les maladies).

Ces projets ont permis aux Parties pouvant y prétendre de préparer les fondements nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre des mesures concrètes qu'il convient de prendre pour atteindre les objectifs du régime APA. Ils ont aussi permis à quelques pays d'évaluer leurs cadres législatifs et leurs dispositifs d'exécution des projets APA. Ces investissements préliminaires ont ouvert la voie à certains des projets APA réalisés durant FEM-4 et FEM-5. Depuis sa création jusqu'à la troisième période de reconstitution de sa Caisse, le FEM a financé plus de cinquante projets incluant une composante APA<sup>2</sup>.

## FEM-4

Avant l'adoption du Protocole de Nagoya qui est un instrument international juridiquement contraignant, le FEM avait rajouté pendant FEM-4 (2007-2010) un objectif et un programme stratégiques à sa stratégie pour la biodiversité intitulés « Renforcement des capacités sur l'accès aux ressources génétiques et partage des avantages résultant de leur utilisation (APA) ». Ce programme stratégique lui a permis de financer des actions de renforcement des capacités destinées à aider les gouvernements à s'acquitter de leurs obligations au titre de l'article 15 de la CDB, ainsi que des actions analogues au profit des principaux groupes concernés, en particulier les milieux scientifiques et les communautés autochtones et locales. Ce programme stratégique contribue également à l'instauration de mesures favorisant l'adoption d'accords tangibles en matière d'APA fondés sur ses principes fondamentaux : le consentement préalable en connaissance de cause et les conditions convenues d'un commun accord, y compris le partage juste et équitable des avantages. Les projets relevant de ce programme stratégique étaient conformes aux Lignes directrices juridiquement non contraignantes de Bonn sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages résultant de leur utilisation.

Pendant FEM-4 (2007-2010), le FEM a approuvé cinq projets APA pour un financement total de 8,4 millions de dollars, qui ont permis de mobiliser 10,4 millions de dollars de cofinancement : trois projets régionaux [Afrique (photo 1), Amérique latine et Caraïbes, et Asie] portant sur 40 pays au total, et deux projets nationaux, dont un en Éthiopie (photo 2) et un en Inde (photo 3). Ces projets visaient essentiellement l'élaboration de politiques publiques et de réglementations nationales sur l'APA, le renforcement des capacités des parties prenantes et des institutions concernées et la sensibilisation du public aux questions d'APA.

---

1. Arménie, Bénin, Burkina Faso, Burundi, République centrafricaine, Congo, République démocratique du Congo, Dominique, El Salvador, Estonie, Éthiopie, Gabon, Gambie, Guinée Bissau, Jamaïque, République fédérale de Micronésie, Panama, Samoa, Soudan, Uruguay et Zimbabwe

2. Rapport du Fonds pour l'environnement mondial à la dixième session de la Conférence des parties (UNEP/CBD/COP/10/6)



1. Rizières à Madagascar, un des pays participant au projet régional FEM-PNUE (ID 2820) intitulé « Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un régime APA en Afrique ». Photo : Jaime Cavellier.



2. Le marché de Bahir Dar en Éthiopie. Le FEM a financé le projet « Renforcement des capacités en matière d'APA et préservation et exploitation durable des plantes médicinales » en Éthiopie pendant FEM-4. Ce projet est administré par le PNUE. Photo : Jaime Cavellier.





3. Récolte de blé dans le centre de l'Inde. Le FEM a financé le projet « Renforcement de l'application des lois et réglementations sur la diversité biologique en insistant sur les dispositions relatives à l'accès aux ressources et au partage du fruit de leur exploitation » en Inde pendant FEM-4. Ce projet est administré par le PNUE.  
Photo : Scott Wallace (Photothèque de la Banque mondiale).



4. Des femmes extraient de l'huile d'argan au Maroc. Durant FEM-4, le Maroc a reçu un financement du FEM pour une activité habilitante consacrée au régime APA.  
Photo : Jaime Cavellier.

Le FEM a également appuyé le régime APA au moyen d'activités habitantes au Maroc (photo 4), au Pakistan et au Mozambique, avec un investissement total de 700 000 dollars. Par conséquent, l'APA a absorbé 9,1 millions de dollars des ressources du FEM.

## FEM-5

Pendant FEM-5 (2010-2014), le FEM a approuvé trois projets consacrés au régime APA, dont deux ont été financés par la Caisse et un par le Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya (Fonds de Nagoya).

Les projets financés par la Caisse du FEM sont :

- Un projet de moyenne envergure d'un million de dollars administré par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et exécuté par le Secrétariat de la Convention en vue de l'entrée en vigueur rapide du Protocole de Nagoya. Ce projet est opérationnel depuis avril 2011. Il finance une série d'activités de sensibilisation et de renforcement des capacités destinées à promouvoir la ratification et l'entrée en vigueur rapides du Protocole.
- Un projet de moyenne envergure d'un million de dollars intitulé « Accès et protection des connaissances traditionnelles et partage des avantages résultant de leur utilisation pour promouvoir la préservation et l'utilisation durable de la biodiversité » au Guatemala. Approuvé en octobre 2011, il est administré par le PNUE.

## LE FONDS DE NAGOYA

En sa qualité de président de la dixième réunion de la Conférence des parties, le Japon avait proposé de créer un nouveau fonds fiduciaire multipartite administré par le FEM. Ce Fonds devait financer les efforts en vue de la ratification et la mise en application du nouveau protocole international. La création du Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya a été approuvée par le Conseil du FEM le 18 février 2011. Puis, le Conseil a approuvé les modalités de fonctionnement proposées pour ce Fonds à sa réunion du printemps 2011. Ces modalités sont présentées dans le document GEF/C.40/11/Rev.1 intitulé « Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya : Questions en suspens ».

Le Fonds de Nagoya a bénéficié d'une généreuse contribution initiale du Gouvernement japonais pour un montant de 12,24 millions de dollars. Les Gouvernements norvégien et suisse ont également participé au Fonds en y versant 1 million de dollars chacun. Le Royaume-Uni a aussi signé un accord de financement de 500 000 dollars en mars 2012, et le Gouvernement français y a apporté 1,24 million de dollars. Les contributions versées au 30 septembre 2012 s'élèvent à 15,54 millions de dollars.

### PROJETS ET ACTIVITÉS

Ayant examiné le document GEF/C.40/11/Rev.1 intitulé « Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya : Questions en suspens », à sa quarantième session, le Conseil du FEM a approuvé les modalités de fonctionnement proposées pour ce fonds fiduciaire multipartite, sous réserve des observations faites pendant la réunion, et dans le respect des dispositions de la décision de création dudit fonds qu'il a prise par courrier le 18 février 2011<sup>3</sup>. La DG du FEM a donné aux points focaux techniques des directives sur les modalités d'utilisation du Fonds de Nagoya en août puis en novembre 2011, après la quarante-et-unième réunion du Conseil.

---

3 Voir : [http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/C.40.11.Rev\\_1\\_Outstanding\\_Issues\\_Nagoya\\_Protocol.pdf](http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/C.40.11.Rev_1_Outstanding_Issues_Nagoya_Protocol.pdf)



Le premier projet du Fonds de Nagoya — « Promouvoir l'application du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages qui en découlent au Panama » (FEM, ID 4780, PNUD) — a été approuvé le 13 décembre 2010. Ce projet de moyenne envergure vise à découvrir des produits naturels pouvant servir aux secteurs de la pharmacie et de l'agrochimie, à renforcer les capacités scientifiques des établissements nationaux de recherche et à promouvoir la protection des ressources génétiques dans le dispositif d'aires protégées du Panama (photo 4). Il réunit le Gouvernement panaméen (Agence nationale de l'environnement — ANAM), des établissements universitaires (Université du Panama, Université de l'Utah et Université de Californie, San Diego), des établissements de recherche (Institut d'enquêtes scientifiques approfondies et de services de haute technologie du Panama — INDICASAT et Smithsonian Tropical Research Institute — STRI) et le secteur privé (Eisai Inc, Dow AgroScience et Centauri Technology

Corporation). En plus de la recherche de substances actives dans les aires protégées, les activités du projet porteront sur le transfert de technologies avec l'assistance de partenaires privés, l'amélioration des infrastructures du Parc national de Coiba et le renforcement des capacités de l'administration nationale, afin de promouvoir les accords d'accès et de partage des avantages et de gérer les questions liées au Protocole de Nagoya. Le FEM a alloué 1 million de dollars à ce projet administré par le PNUD, qui ont permis de mobiliser 3,42 millions de dollars de cofinancement.

Les autres projets pouvant prétendre aux financements du Fonds de Nagoya sont en préparation dans des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Afrique et d'Asie. Le FEM continuera à collaborer avec le secteur privé, des établissements universitaires, des instituts de recherche, ses Agences partenaires et ses Agences d'exécution pour évaluer d'autres projets que pourrait financer le Fonds de Nagoya.



5. Parc national de Coiba, Panama. Le Fonds de Nagoya a financé son premier projet au Panama pendant FEM-5 : « Promouvoir l'application du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages qui en découlent au Panama ». Photo : ICBG-Panama.



## COMMUNICATION

Un dépliant a été produit pour améliorer la communication au sujet du Fonds de Nagoya — il est disponible en anglais et en japonais (photo 6). Le site web du FEM contient aussi une page ([http://www.thegef.org/gef/trust\\_funds](http://www.thegef.org/gef/trust_funds)) qui présente le Fonds de Nagoya et propose d'importants documents y relatifs (photo 6). Le Secrétariat du FEM a de plus présenté le Fonds de Nagoya en insistant sur les grandes étapes de son évolution à des rencontres internationales comme les conférences pour le lancement mondial de la Décennie des Nations Unies sur la diversité biologique et à la Plateforme mondiale sur les entreprises et la biodiversité.



**gef** GLOBAL ENVIRONMENT FACILITY  
INVESTING IN OUR PLANET

### Nagoya Protocol Implementation (NPIF)

#### About the NPIF

The Nagoya Protocol Implementation Fund (NPIF) became operational in March 2011 to facilitate the early entry into force and implementation of the Protocol.

The NPIF supports signatory countries and those in the process of signing the Nagoya Protocol, and that intend to ratify the Protocol in order to accelerate the ratification and implementation of the Protocol. The Fund supports, among others, existing opportunities leading to ABS agreements with involvement of the private sectors

**The Nagoya Protocol Implementation Fund (NPIF) is established to facilitate the early entry into force and implementation of the Protocol.**

The NPIF was established and is managed by the Global Environment Facility. The World Bank serves as its Trustee. So far, the Fund is supported by generous voluntary contribution from the Governments of Japan, Norway, and Switzerland.

#### Eligible Countries

The NPIF assists GEF eligible developing countries and countries in transition economy that are signatory Parties and those in the process of signing the Nagoya Protocol, and that intend to ratify the Protocol in order to accelerate the ratification and implementation of the Protocol.



#### Funding Modality

Projects under the NPIF are supported mainly through the GEF Medium Size Project modality (\$1 million or less). Full size projects (above \$1 million) can also be pursued.

#### Supported Activities

- Pursue opportunities leading to ABS agreements between users and providers of genetic resources.
- Promote technology transfer, private sector engagement, and projects targeting investments in the conservation and sustainable use of genetic resources in-situ.
- Build capacity among indigenous peoples and local communities
- Further the knowledge and scientific-base for the implementation of the protocol
- Review capacities and needs on ABS with focus on existing policies, laws and regulations that complements investment from the GEF Trust Fund.

#### Project Example

The NPIF-financed project in Panama supports the discovery of nature-based products for the pharmaceutical and agrochemical industries, including compounds to cure cancer and other diseases. The project works on transfer of technology as well as promotes conservation of genetic resources in marine protected areas. Protecting these marine environments will also benefit local communities that rely on the natural resources for their livelihoods.

#### Procedure

Proposal should be endorsed by the GEF Focal Point of the concerned countries and submitted to the GEF Secretariat through one of the ten GEF Agencies (ADB, ADB, EBRD, FAO, IADB, IFAD, UNDP, UNEP, and the World Bank).

#### Contact

Global Environment Facility (GEF)  
Secretariat  
1818 H Street, NW, MS P4-400  
Washington DC, 20433, USA  
Tel : +1-202-0508  
Fax : +1-202-522-3240  
Email: [secretariat@thegef.org](mailto:secretariat@thegef.org)

**TABEAU 1 : PROJETS DU FEM CONSACRÉS AU RÉGIME APA**

ID du projet	Agence de mise en œuvre	Pays	Type de projet	Intitulé du projet	Date d'approbation	Financement du FEM (USD)	Cofinancement (USD)	Coût du projet (USD)
<b>FEM-4 CAISSE DU FEM</b>								
4091	PNUE	Éthiopie	Projet de grande envergure	Renforcement des capacités en matière d'APA et préservation et exploitation durable des plantes médicinales	8 juin 2010	2 047 000	2 025 000	4 207 000
3801	PNUE	Inde	Projet de grande envergure	Renforcement de l'application des lois et réglementations sur la diversité biologique en insistant sur les dispositions relatives à l'accès aux ressources génétiques et au partage du fruit de leur exploitation	25 mars 2011	3 561 000	6 278 000	9 889 000
2820	PNUE	Projet régional (Afrique du Sud, Cameroun, Kenya, Madagascar, Mozambique, Sénégal)	Projet de grande envergure	Aide à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un régime APA en Afrique	13 mai 2010	1 177 300	1 002 049	2 179 349
3855	PNUE	Projet régional (Colombie, Costa Rica, Cuba, Équateur, Guyana, Panama, Pérou, République dominicaine)	Projet de moyenne envergure	Renforcement des mécanismes d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages en Amérique latine et dans les Caraïbes	7 avril 2009	850 000	952 166	1 802 166
3853	PNUE	Projet régional (Brunei, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, RDP Lao, Singapour, Thaïlande, Timor Leste, Viet Nam)	Projet de moyenne envergure	Renforcement des capacités en matière d'harmonisation régionale des mécanismes nationaux d'application des dispositions de la CDB sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages qui en résultent	11 mai 2009	750 000	750 000	1 500 000
<b>FEM-5 CAISSE DU FEM</b>								
4415	PNUE	Projet mondial	Projet de moyenne envergure	Renforcement des capacités pour la mise en œuvre rapide du Protocole de Nagoya	4 février 2011	944 750	1 159 400	2 104 150
4618	PNUE	Guatemala	Projet de moyenne envergure	Accès et protection des connaissances traditionnelles et partage des avantages résultant de leur utilisation pour promouvoir la préservation et l'utilisation durable de la biodiversité	20 octobre 2011	874 500	892 500	1 801 590
<b>FEM-5 FONDS DE MISE EN ŒUVRE DU PROTOCOLE DE NAGOYA</b>								
		Panama		Promouvoir l'application du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages qui en découlent au Panama	13 décembre 2011	1 000 000	3 422 000	4 422 000



## RÉDACTEUR

Jaime Cavelier

## COLLABORATION

Gustavo Fonseca

Mark Zimsky

Yoko Watanabe

## LE FEM EN BREF

Le FEM réunit 182 pays — en partenariat avec des institutions internationales, des organisations de la société civile (OSC) et le secteur privé — pour s'attaquer à des problèmes environnementaux à caractère mondial tout en encourageant un développement durable au niveau national. Il est aujourd'hui la première source de financement des projets qui visent à améliorer l'état environnemental de la planète. Organisme indépendant, le FEM accorde des aides financières pour réaliser des projets dans les domaines de la biodiversité, du changement climatique, des eaux internationales, de la dégradation des sols, de la couche d'ozone et des polluants organiques persistants.

Depuis 1991, le FEM a à son actif un travail impressionnant avec les pays en développement ou en transition, auxquels il a accordé 10,5 milliards de dollars qui ont permis de mobiliser 51 milliards de dollars de cofinancement à l'appui de plus de 2 700 projets dans 165 pays. Dans le cadre de son programme de microfinancements, il a également accordé plus de 14 000 financements directement à des organisations de la société civile et des organismes de proximité, pour un montant total de 634 millions de dollars.

Le FEM est un partenariat qui rassemble dix organisations : le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), la Banque africaine de développement (BAD), la Banque asiatique de développement (BASD), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque interaméricaine de développement (BID) et le Fonds international de développement agricole (FIDA). Le Groupe consultatif pour la science et la technologie (STAP) fournit des avis techniques et scientifiques sur les politiques et les projets du FEM.

[www.theGEF.org](http://www.theGEF.org)



FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL  
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE